



## Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 225 - 28 mai 2013

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

---

### SOMMAIRE

- 1 - Rassemblement « Les peuples unis contre la Troïka » - Paris - 1<sup>er</sup> juin - Page 1
  - 2 - Appel du Comité de soutien aux syndicalistes de Latelec - Fouchana - Appel à signer - Page 2
  - 3 - Amina en prison. Les dessous d'un acte politique - Nadia El Fani et Caroline Fourest - Page 3
  - 4 - Compte rendu de la délégation d'associations reçue mardi 14 mai par le cabinet du ministère des Droits des Femmes au sujet du volet violences de la loi-cadre sur les droits des femmes. - Page 5
  - 5 - « Jeune et Jolie », La misogynie dans sa banalité la plus terrible - Coordination MMF 31 - Page 7
  - 6 - Le cinéaste François Ozon et les fantasmes des femmes... ou ceux des "clients" ? - Mouvement du Nid France - Page 8
  - 7 - La prostitution, un "fantasme féminin" pour Ozon : les chiffres prouvent le contraire - Muriel Salmona - Psychiatre - Page 9
  - 8 - Osez Le féminisme fait campagne pour qu'il soit enfin possible d'être femme et maire ! - Page 11
  - 9 - Antigones: ces anti-Femen, contre le mariage gay et la théorie du genre - Le HuffPost - Geoffroy Clavel - Page 12
  - 10 - Polanski, Cannes, les femmes, la pilule, le romantisme et pffff... - Marie Donzel - Page 13
  - 11 - « Les droits des femmes en contexte de mutation : défis, menaces, résistances, face aux intégrismes religieux » - 5 juin - Page 14
  - 12 - « Quarante ans de recherche sur les femmes, le sexe et le genre » - Liliane Kandel - 8 juin - Paris - Page 14
  - 13 - Conférence-débat : Corps sexués et handicaps - Paris 22 juin - FDFA - Page 15
  - 14 - Colloque Européen : Accompagnement des personnes en situation de prostitution : comprendre et agir - 25 juin - Paris - Mouvement du Nid - Page 16
  - 15 - Radio Femmes Libre : Programme de juin
  - 16 - Des rencontres autour de livres à la Librairie Violette and Co - Page 17
  - « La maison du Bosphore » - Rencontre avec Pinar Selek- Paris
  - « Au bazar du genre : féminin et masculin en Méditerranée » - Rencontre avec Michelle Perrot, Florence Rochefort et Michel Bozon
  - « Les célibataires, des femmes singulières » - Rencontre avec Geneviève Guipain - Paris
- 

### MOBILISATIONS

- 1 - Rassemblement « Les peuples unis contre la Troïka » - Paris - 1<sup>er</sup> juin

#### Manifestation internationale le 1<sup>er</sup> juin

En France - 14h - Place du Trocadéro

Les peuples unis contre la troïka à Paris

Suite à l'initiative de citoyen-nes du Portugal, de Grèce, d'Espagne et de France, nous relayons auprès des citoyen-nes, associations, mouvements, organisations politiques et syndicats de France, l'appel à une manifestation internationale contre la Troïka\* le 1er juin prochain\*\*.

Cette initiative a été lancée à Lisbonne le 26 avril dernier par des militant-es de cinq pays européens, dont le mouvement portugais «Que se lixe a Troïka» (« Que la Troïka aille se faire foutre ») qui a déjà mobilisé plus d'un million de personnes dans les rues du Portugal les 15 septembre et 2 mars derniers. Elle entre en écho avec toutes les résistances citoyennes, sociales, syndicales en cours et à venir (blockupy Francfort les 31 mai et 1er juin, Altersommet à Athènes les 7 et 8 juin...).

Partout où elle sévit déjà (Grèce, Portugal, Irlande, Chypre...), la Troïka, mise en place par les chefs d'États et de gouvernement européens, sème le chômage de masse, la misère, la pauvreté, la précarité, privatisé tout ce qui peut être rentable, détruit la culture, les systèmes de santé et l'école publique. Elle condamne des hommes et des femmes chaque fois plus nombreux à l'émigration et met en concurrence pauvres et encore plus pauvres que soi.

Sous son emprise, nous sommes condamnés à la récession et plongés dans le cercle infernal de l'endettement, dont nous devenons les esclaves. Là où la Troïka ne sévit pas encore, les gouvernements anticipent des mesures d'austérité, de privatisation et de démantèlement des droits sociaux.

Parce que personne ne doit rester seul-e face à la crise, nous devons exprimer partout, toutes et tous ensemble en Europe, notre refus des politiques d'asservissement des peuples. Nous - citoyen-nes, mouvements, syndicats, organisations, représentant-es de collectivités, groupes formels ou informels - appelons à répondre à cet appel à mobilisation.

Un rassemblement sera organisé à Paris, samedi le 1er juin, à 14h sur le parvis des droits de l'homme esplanade du Trocadéro

*Premiers signataires : Bloco de Esquerda en France(Portugal), collectif Juventud sin futuro Paris (Espagne) - Comité de SY.RIZ.A à Paris (Grèce), Collectif pour un audit citoyen de la dette publique (Membres du collectif : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC-IPAM, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Convergence SP, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fakir, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marches Européennes, Marche Mondiale des Femmes France, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Solidaires Finances Publiques, Sud BPCE, Union syndicale Solidaires. Soutiens : Alliance Ecologiste Indépendante, Alternatifs, Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, Convergences et Alternative, Démocratie et socialisme, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, PCOF, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance)Association Autogestion, FAE - Féministes pour une autre Europe, Le Mouvement de la Paix, Mémoire des luttes, Réseau Féministe "Ruptures", Transform! Europe, Unies-vers-elles...*

Marche de nuit féministe et non mixte - Paris - 1<sup>er</sup> juin

Avec, par ordre alphabétique : féministe, femmes, lesbiennes, trans

20h, Denfer-Rochereau, sortie du RER

**2 - Appel du Comité de soutien aux syndicalistes de Latelec - Fouchana - Appel à signer**  
SEA Latelec, filiale du groupe français Latécoère sous-traitant d'Airbus, a délocalisé de France une partie de la production de câblage à Fouchana dans la banlieue de Tunis en 2005 pour bénéficier d'une main d'œuvre qualifiée et bon marché. Mais, depuis 2010, les ouvrières s'organisent pour faire respecter leurs droits. Elles exigent la fin des heures supplémentaires, le respect de leur dignité et du code de travail. Elles sont dès lors victimes d'une répression antisyndicale systématique :

mise à pied, tentative de corruption, insultes, sanctions abusives, isolement, remarques sexistes et menaces de mort.

Devant leur refus de baisser la tête, les managers français imposent un lock-out (fermeture patronale) d'un mois à partir du 19 septembre 2012 et le transfert temporaire de la production en France. 200 postes d'intérimaires sont supprimés entre octobre et avril et 200 suppressions annoncées d'ici fin 2013. Ce n'est pas une relocalisation, mais une manipulation. Tandis que Latécoère bénéficie des commandes record d'Airbus pour accroître ses profits, des travailleurs et travailleuses du Nord sont utilisés, malgré eux, pour briser un mouvement social au Sud.

Une manifestation est organisée le 30 mars 2013 (durant le FSM) devant l'ambassade de France, avec le soutien de militant-es et syndicats locaux et internationaux, pour réclamer le respect de leurs droits. Dès le 2 avril, une fois les militant-es étrangers repartis, la direction de Latécoère se lance, avec ses alliés médiatiques, dans un plan de communication et de désinformation destiné à imputer à ces ouvrières courageuses, la situation envenimée. 15 d'entre elles sont menacées d'une suspension pour avoir participé à cette manifestation.

Jeudi 11 avril, cinq ouvrières sont, au mépris de la loi et de la morale publique, licenciées pour avoir «refusé» de travailler. Il est à noter que les outils de productions ont été transférés en France. Poussées au désespoir, trois d'entre-elles entament une grève de la faim suspendue, pour l'instant, suite aux promesses de nouvelles négociations. Lundi 15 avril, le licenciement, lui aussi illégal, de cinq autres ouvrières, dont les trois représentantes du syndicat est annoncé par la direction de Latelec Tunisie. « Nous voulons garder notre travail sans perdre notre dignité » déclare Sonia Jebali secrétaire générale du syndicat UGTT à SEA Latelec Fouchana.

Nous ne pouvons garder la nôtre que si elles gardent la leur, lui répondent par cet appel public, des syndicats, des associations, des citoyens de toute la planète. Nous exigeons la reprise immédiate de la production sur le site Latelec de Fouchana. Nous exigeons la réintégration sans perte de salaire de toutes les ouvrières et ouvriers employé-e-s sur le site en septembre 2012. Nous exigeons la fin de toutes les répressions antisyndicales.

La solidarité ne s'essoufflera pas. Le fatalisme ne gagnera pas. Uni-e-s, nous vaincrons !

*Premières organisations signataires : Arts et Cultures des Deux Rives (ACDR), Association des Tunisiennes et tunisiens en Suisse, Association des Tunisiens en France, Association des Tunisiens en France - Nord, Association Démocratique de Tunisiens en France (ADTF), Association Femmes plurielles, Association Tunisienne des Femmes Démocrates, Association des travailleurs maghrébins en France...*

## INTERNATIONAL

### 3 - Amina en prison. Les dessous d'un acte politique - Nadia El Fani et Caroline Fourest

Amina, dite la « Femen tunisienne », est arrêtée depuis le 19 mai. Son procès s'annonce très politique. Le 21 mai, elle a comparu devant le Tribunal de grande instance de Kairouan. Le procureur a donné une conférence de presse pour annoncer les charges retenues contre elle : « profanation de tombeau » et « attentat à la pudeur ». La détention pendant l'instruction peut durer 14 mois. Elle risque jusqu'à 2 ans de prison ferme. Ces charges sont totalement ubuesques au vu de son action : un simple tag sur un muret de 30 cm de hauteur.

Ce muret, probablement construit par la municipalité de Kairouan, entoure le cimetière conjoint à la mosquée. Il sera très facilement nettoyé. Amina y a simplement écrit, à la bombe de peinture, le mot FEMEN, du nom de ce mouvement féministe dont elle se revendique. Pour faire un pied de nez au gouvernement qui prétend interdire ce mouvement et surtout tenir tête, à sa manière, aux 40 000 salafistes qui menaçaient de se réunir dans la ville en toute illégalité.

C'était dimanche dernier, le 19 mai 2013, en fin de matinée. Furieux, des habitants qui l'ont

reconnue ont failli la lyncher. La police l'a immédiatement interpellée, sous les yeux des journalistes tunisiens et étrangers présents. Elle nous a appelé depuis le commissariat, pour nous annoncer ce qu'elle venait de faire et nous prévenir de son arrestation.

Nous sommes en contact avec Amina depuis qu'elle s'est enfuie du domicile de ses parents qui, quoiqu'ils en disent, l'ont bien séquestrée, alors qu'elle est majeure.... Pour tenter de la rééduquer à coups de médicaments anti-dépresseurs et de lecture imposée du Coran, pendant 3 semaines. Son crime d'alors ? Avoir posté une photo d'elle seins nus sur Facebook contre le sexisme en adhésion avec le mouvement Femen.

A l'époque, les salafistes ont déclaré qu'elle méritait la lapidation. Une campagne internationale de solidarité avec Amina avait alors été lancée pour réclamer son droit à la liberté. Depuis son évasion, Nadia El Fani lui a parlé presque tous les jours, entre autre pour coordonner les conditions de sa venue. Amina désirait se rendre en France pour reprendre ses études et passer son Bac.

Soucieuses de sa sécurité et de son avenir, nous avons lancé un appel à dons (qui a permis de récolter 5200 dollars sur Internet) pour subvenir en partie aux frais à venir, comme son billet d'avion, et de quoi trouver un logement. Une association s'est chargée de lui obtenir une bourse d'étude, ainsi qu'une inscription dans un établissement scolaire. Amina avait contacté l'ambassade de France pour obtenir son visa ces derniers jours. Tout était prêt... Sauf son nouveau passeport.

Le Ministère de l'Intérieur tunisien, qui venait de le lui remettre, le lui a aussitôt retiré prétextant une erreur à corriger. Déjà dix jours qu'elle attendait. Dix longs jours, où tout le monde s'inquiétait, et où elle-même sentait qu'il était grand temps de partir.

Amina parlait sans arrêt de faire une dernière action avant de quitter la Tunisie. Elle n'a eu de cesse de défier l'intégrisme et ses complices. Le 1<sup>er</sup> mai elle n'a pas hésité à agir seule en perturbant un rassemblement public du parti de CPR (Parti de Moncef Marzouki, Président « provisoire » de la République) et sa ministre des droits des femmes Sihem Badi, qu'elle est allée huér Avenue Habib Bourguiba, en plein centre de Tunis. Mais quand la police voulut l'arrêter, ce jour-là, c'est la foule des manifestants qui a réclamé sa libération immédiate et elle a été relâchée... Mais sa détermination, depuis le premier jour, est indomptable. Sa révolte face à l'actualité tunisienne, inépuisable. C'est le propre de la jeunesse de croire qu'on peut changer les choses, comme au moment de la révolution. Comment lui en vouloir ? Comment ne pas l'admirer pour ça aussi ? Et que faire ? Si ce n'est tenter, à notre façon, de tout préparer pour la protéger en comptant les jours. Autant dire que sa venue nous presse lorsque nous lisons, sur sa page Facebook, qu'Amina, bravache, annonce son intention d'aller défier le congrès de « Ansar el Chariaa » à Kairouan ! Rien que ça ! La presse tunisienne a repris la nouvelle, l'exposant sans s'en offusquer. L'effet est surprenant. Soudainement, le gouvernement annonce qu'il ne délivrera pas d'autorisation pour ce rassemblement... Ce jour-là, Amina nous a à la fois bluffé et rassuré : plus besoin de d'aller à Kairouan puisque c'est annulé !

Pourtant, samedi soir, c'est bien de Kairouan qu'elle a appelé Nadia El Fani, lui annonçant son intention de mener une action pour le lendemain. Pas question de se mettre seins nus, une simple action symbolique, mais quand même ! Nadia a beau lui expliquer que c'est de la folie, inutile et risqué, rien n'y fait. Amina a décidé de porter sur ses épaules tous les courages que d'autres n'ont pas.

Ce qui lui manque, c'est moins l'expérience d'un mouvement organisé, que la solidarité et l'existence d'un tel mouvement, suffisamment efficace et courageux pour donner envie à Amina et à ses amis de se battre de façon structurée contre les injustices en Tunisie... Toutes les injustices, dit-elle.

Dimanche 19 mai, Amina appelle à nouveau Nadia, vers midi. Elle est au commissariat de Kairouan, et vient d'être arrêtée. Nous ne sommes pas très inquiètes, la police veut sans doute simplement la protéger de la folie des manifestants salafistes. Le commissaire lui-même nous fait préciser qu'il a l'intention de la relâcher pour très bientôt.

Mais depuis, la situation a visiblement changé (suite à quelle volonté ?). C'est un véritable procès politique qui se profile. Comme s'il fallait faire un exemple qui puisse « équilibrer » l'arrestation de militants salafistes et terroristes. Comme si tagger le mot « FEMEN » pouvait valoir la menace d'attentats signés « Al Qaïda » ! Voire représenter un plus grand danger, puisque les salafistes terroristes ont pour la plupart été relâchés, tandis qu'Amina est toujours sous les verrous... Vont-ils vraiment lui faire porter, à 18 ans, la responsabilité de toute l'insécurité en Tunisie ? Mais que dire alors de Ghannouchi en personne (le leader historique du parti islamiste Ennahdha) qui confesse volontiers combien les salafistes « *lui rappellent sa jeunesse* »... « *Qu'ils sont comme ses enfants ?* » N'est-ce pas une façon de semer le chaos et de salir, plus sûrement qu'un tag, l'image de la Tunisie ?

Visiblement, il est plus facile d'incriminer une gosse qui ne manque ni d'audace ni de courage... Une gosse qui sait ce qu'elle ne veut pas ! Et qui tente de réveiller ce peuple qui de nouveau veut faire la sourde oreille, l'aveugle et le muet à la fois. Sauf sur Internet, où la propagande, l'incitation à la haine et la lâcheté tournant à plein régime. Des flots de tweets déliants accusent Caroline Fourest d'avoir fomenté ce « *complot* » et même payé « *25 000 dollars* » pour qu'Amina exécute son action ! L'imagination fait vivre... Nous ne sommes évidemment pas dupes de l'intérêt de pareilles propagandes, ni du jeu malsain qui se joue en Tunisie entre les islamistes stratèges d'Ennahda, leurs alliés, et l'aile dure des salafistes, au détriment d'Amina.

Nous demandons simplement aux Tunisiens démocrates et laïques d'entendre ce message simple :

- Personne n'est « derrière » Amina, en revanche nous la soutenons dans son droit comme tout être humain à pourvoir s'indigner, se révolter, s'exprimer...
- Nous n'essayons pas de la soutenir pour créer un problème supplémentaire, nous savons combien la situation est difficile en Tunisie, mais il existe une génération qui ne supporte plus de voir ses libertés confisquées par l'intégrisme ou le cynisme politique et qui a décidé d'agir avec ses moyens, comme au moment de la révolution, par des actes pacifiques et symboliques. Comment ne pas être solidaires de leur courage ? Que faire ? Regarder ailleurs et les abandonner ?
- Qu'on approuve ou pas l'activisme d'Amina, son adhésion aux Femen, le fait de poster une photo seins nus contre le sexisme comme l'Egyptienne Aliaa Elmahdy ou de taguer « FEMEN » pour défier 40 000 salafistes, rien ne justifie les mesures de rétorsions, disproportionnées, qui la frappent. Ni la séquestration ni la prison.

Alors que les assassins de Chokri Belaïd courrent toujours. Que des cinéastes, artistes, blogueurs, intellectuels, patrons de chaînes de télévisions, de presse, avocats, et autres esprits libres, sont sans cesse poursuivis et condamnés, avec une extrême sévérité, pour s'être simplement exprimés, sur la religion ou la politique, ou le mélange des deux, en toute conscience. Personne ne peut croire qu'un tel procès est anodin.

C'est la liberté de conscience qui meurt en Tunisie chaque fois que l'ensemble des démocrates laïques, du monde entier, ne se serrent pas les coudes pour défendre la liberté d'expression et de manifester, et réclamer une justice indépendante du pouvoir en place.

C'est dans cet esprit, de vigilance, que nous exigeons la libération d'Amina, auteure d'un simple tag sur un muret de cimetière. Fusse-t-il à Kairouan !

Liberté pour Amina. Liberté pour la Tunisie.

#### **4 - Compte rendu de la délégation d'associations reçue mardi 14 mai par le cabinet du ministère des Droits des Femmes au sujet du volet violences de la loi-cadre sur les droits des femmes.**

Une délégation d'associations qui luttent contre les violences faites aux femmes a été reçue le 14 mai par le cabinet de la Ministre aux Droits des Femmes. Étaient présentes comme associations : la Fédération Nationale Solidarité Femmes, le Collectif Féministe contre le Viol, Voix de Femmes, OLF, La Maison des Femmes de Montreuil, Mémoire traumatique et victimologie, Femmes solidaires,

Femmes pour le Dire- Femmes pour Agir, Le Planning Familial, le CNIDFF, le CNDF. Etaient également présentes des membres du SDFF et Ernestine Ronai, pour la MIPROF. Le but était de tenir une concertation en vue de l'élaboration de la loi-cadre sur les droits des femmes dans son volet violences. Il nous a été annoncé que le texte devait être finalisé dans les 15 jours. Les arbitrages ne sont pas encore rendus. Le projet serait présenté au Conseil des Ministres fin juin.

Ce projet a été annoncé par Hollande le 7 mars. Il comprend plusieurs volets : violences, égalité professionnelle-précarité, parité avec notamment les « angles morts » de cette dernière. Il y aura aussi un projet de loi de ratification de la convention d'Istanbul (Convention du conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique)

Sur les violences, plusieurs sujets de progression ont été identifiés :

- L'ordonnance de protection : il faut « animer » et faire évoluer le dispositif. Une mission de l'IGAS et de l'Inspection générale des services judiciaires a été constituée. La durée de l'OP serait de 6 mois. Un renouvellement serait possible. Une durée plus longue se heurterait à une possible inconstitutionnalité, car elle est prise dans le cadre d'une procédure civile. Sur le délai pour la prendre : difficulté car si l'on fixe un délai, la procédure n'est plus valable si le juge rendait l'OP au delà de ce délai. La solution consisterait à mettre « dans les meilleurs délais »
- Impact de la décision sur l'exercice de l'autorité parentale : prohiber la résidence alternée dans le cadre de l'OP, ainsi que la résidence chez le conjoint violent ;
- Médiation pénale : on parle d'interdiction de la médiation pénale sauf demande expresse de la victime (actuellement encore 10 % des faits de violences conjugales font l'objet d'une médiation pénale).
- Développement du téléphone grand danger (qui n'existe actuellement que dans 4 départements)
- L'éviction du conjoint violent doit être le principe ;
- Maintien dans le logement de la victime : problème de transfert du bail. Il faut articuler les textes. Travail avec Duflot qui prépare quelque chose sur le logement. Il y aurait une décision judiciaire que serait obligé de suivre le bailleur social même si la femme n'est pas sur le bail ;
- Actions de prévention des violences faites aux femmes handicapées ;
- Pas de taxe de séjour pour les papiers pour les femmes étrangères victimes de violences (actuellement de 705 euros) ;
- Développement du suivi socio judiciaire pour les auteurs ;
- Violences faites aux femmes à la télévision : reconnaître la compétence du CSA ;
- Problème du statut personnel des femmes : suivre les recommandations de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme : modalités de recueil du consentement en matière matrimoniale ;
- Formation des professionnelles, le cabinet nous cite une liste non exhaustive : professionnel-les de la santé, travailleur-es sociaux, magistrat-e-s, avocat-e-s, police et gendarmerie, enseignant-es, agents des services pénitentiaires, personnels consulaires, personnels des services publics, culture et médias.

*Diverses réflexions, propositions, critiques ont émané des participantes (non exhaustif sur les critiques) : Sur le caractère tardif de la dite concertation ; sur la nécessité de créer un délit nouveau dans le Code pénal d'empêchement de retour en France ; Sur le fait qu'il n'y ait rien sur l'accès aux soins, le remboursement à 100 % par la Sécurité sociale ; Sur le fait qu'il n'y ait rien dans la loi sur les conséquences des violences au travail, sur des prestations sociales qui seraient accordées aux femmes victimes de violences déjà âgées et bénéficiant de peu de formation pour retourner sur le marché du travail ; Sur le fait que l'OP devrait pouvoir être accordée à toutes les femmes victimes de violences et passer dans le domaine du pénal. Il serait alors possible de créer un juge de la violence à l'encontre des femmes qui aurait des compétences pénales et civiles et plus largement des tribunaux spécialisés ; Sur le fait qu'il n'y a aucune mesure sur la procédure pénale,*

ce qui s'impose après le sordide procès de Créteil ; Sur une interdiction de la correctionnalisation ; Sur le fait que les mesures de sensibilisation en direction des élèves soient rendues obligatoires ; Sur le fait que la formation des professionnelles doit être d'un volume horaire crédible ; Sur le fait que les places d'hébergement ne sont pas effectives pour l'instant ; Sur le droit d'asile : le paragraphe 2 de l'article 1 de la Convention de Genève donne la définition du statut de réfugié : «toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut, ou en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

Dans la réalité du bénéfice du droit d'asile, les femmes ne constituent pas un groupe social. Les femmes persécutées ou menacées ne peuvent donc obtenir le statut de réfugiée. La définition doit donc évoluer et les femmes doivent être considérées comme un groupe social.

Les femmes persécutées ou menacées doivent au moins pouvoir bénéficier de la protection subsidiaire du 10 décembre 2003.

*Etienne Grass, le directeur de cabinet a répondu sur certains points :*

- Sur le travail : il dit être intéressé par ce qu'il y a dans la loi espagnole. Les « partenaires sociaux » voudraient faire quelque chose ;
- Sur l'accès aux prestations sociales : le Ministère a en tête d'accorder le RSA. Ceci peut se résoudre par le biais d'une circulaire. Ça ne nécessiterait qu'une déclaration de fait de la personne. Rien d'autre : pas de plainte et a fortiori de condamnation
- Sur l'école. On parle ici de l'ABCD de l'égalité. L'idée est que ça se généralise et que ça devienne obligatoire
- Sur la formation des enseignants dans les Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation : le Ministère de l'Enseignement Supérieur a dit que la formation sur l'égalité femmes/hommes serait obligatoire. Les déléguées régionales devront vérifier l'effectivité.
- Il y aura un projet de circulaire sur l'éducation à la sexualité
- La création d'une juridiction spécialisée : le sujet est important. Il bouleverse tout et comporte des risques. Les corps d'inspection ont été saisis. Autre solution : un parquet un peu spécialisé.
- Sur l'extension de l'OP à toutes les violences faites aux femmes : le cabinet se heurte à la question du juge compétent. E.Ronai précise que l'OP doit rester cantonnée aux violences conjugales, et donc de la compétence du JAF. Elle précise que pour le reste, il suffit d'appliquer les dispositions pénales sur le contrôle judiciaire, dès le dépôt de plainte.

Le 1er Ministre va déclarer des choses sur les mains courantes.

**5 - « Jeune et Jolie », La misogynie dans sa banalité la plus terrible - Coordination MMF 31**  
« Jeune et Jolie » de François OZON, c'est déjà un titre qui nous prépare à avaler tous les stéréotypes des phantasmes masculins véhiculés par des hommes qui ne considèrent les femmes que comme faire valoir de leur sexualité dominatrice. Les femmes pour être « consommables » « bonnes » disent-ils, ne peuvent être que dans les apparences, les stéréotypes et la futilité.

Mais nous sommes loin du compte avec François OZON, interviewé le 20 mai 2013 par le magazine américain « Hollywood Reporter » au sujet de son film « Jeune et Jolie » en compétition au Festival de Cannes, le réalisateur affirme : *beaucoup de femmes fantasment de se prostituer. Etre payée pour une relation sexuelle est quelque chose de patent dans la sexualité féminine»* « *Vouloir être un objet sexuel, être désirée, être utilisée, est quelque chose de très courant. C'est le genre de passivité que les femmes recherchent* »... Autrement dit « beaucoup de femmes sont des putes » elles ne rêvent que d'être des objets sexuels, une marchandise au service des

« macho » dont la virilité ne peut s'exprimer que dans la domination des femmes et leur asservissement.

Ce qui est encore plus pernicieux, dans ce film c'est que tout cela est fait au nom de « la liberté de choix ». Le conditionnement social n'existe pas, la construction des modèles qui font des petits garçons, des guerriers, et des petites filles des femmes soumises au regard des garçons, tout cela n'existe pas. Nous vivons dans un monde libre, grâce à la société marchande nous pouvons tout acheter et tout vendre, nous pouvons devenir des esclaves au service d'une sexualité masculine déformée par son désir de supériorité dominatrice.

Il faut que M. Ozon et tous ceux qui véhiculent ces obscénités regardent le monde, il faut qu'ils sachent que la majorité des femmes qui se prostituent lorsqu'elles ne sont pas arrivées sur les trottoirs par le trafic des mafieux, ont été violées par un de leur proches.

C'est selon ce même type d'affirmation que les violeurs disent que les femmes aiment être violées et que malgré leur refus, en fait, elles sont consentantes... C'est au nom de ces archaïsmes que l'on viole toutes les huit minutes en France, que l'on prostitue des dizaines de milliers de femmes et d'adolescentes et que l'on perpétue la domination masculine.

Mais on peut se poser la question. D'où vient la parole de François OZON ? De sa propre expérience ? Des films pornos qui envahissent les petits écrans familiaux ? De l'incessante promotion du système prostitutionnel par les média qui donnent la parole aux proxénètes avec qui ils sont en empathie et profonde considération ? D'une société où tout s'achète et tout se vend y compris le corps des femmes et des enfants. Parfois aussi des hommes sont traités de la même manière mais ils perdent alors, dans le phantasme masculin et machiste, leur masculinité pour prendre la place de la soumission où l'on assigne les femmes.

En tant qu'artiste créateur d'images où le public peut s'identifier, peut se projeter, OZON a une grave responsabilité car il véhicule les stéréotypes les plus violents (y compris ceux qui peuvent franchir les limites de la pédophilie puisque la jeune fille est mineure). Ces stéréotypes font peser sur les femmes la responsabilité des violences que le sexism et le machisme leur font subir. Les commentaires du réalisateur peuvent être considérés comme un appel à la violence sexuelle contre les femmes. Ils sont plus que misogynes, nous les ressentons porteurs de haine vis à vis des femmes.

Comme le disent des hommes de « Zéro Macho » qui ne veulent pas être complices de ce type de comportement : « *cette idéologie de la violence répétée dans un espace aussi médiatisé que le festival de Cannes ne montre que la bassesse d'esprit de celui qui la porte* »

Espérons que le jury de Cannes aura assez de lucidité pour ne pas valoriser des idées aussi rétrogrades et avilissantes pour les femmes qui représentons la moitié de l'humanité.

*A Toulouse, le 25 mai, 2013 - La coordination de la Marche Mondiale des Femmes 31*

## **6 - Le cinéaste François Ozon et les fantasmes des femmes... ou ceux des "clients" ? - Mouvement du Nid France**

Interviewé le 20 mai 2013 par le magazine américain Hollywood Reporter au sujet de son film Jeune et Jolie en compétition au Festival de Cannes, le réalisateur François Ozon l'affirme : « C'est un fantasme de beaucoup de femmes de se prostituer. » À nous de confesser un fantasme qui nous tient à cœur : On rêverait d'un monde où enfiler quelques clichés sexistes rebattus sur la sexualité des femmes ne serait pas une option envisageable pour promouvoir un film.

Le Mouvement du Nid, dont les bénévoles rencontrent des milliers de jeunes au cours d'actions de prévention et organisent des centaines de débats grand public dans toute la France, est un fin connaisseur des lieux communs qui banalisent et déguisent le système prostitutionnel. Les femmes prostituées sont dépeintes, dans ces stéréotypes sexistes très répandus, en créatures heureuses d'être utilisées sexuellement par le "client" et réduites à l'état d'objets. Les femmes prostituées

que nous rencontrons, en tant qu'association de terrain, ne partagent pas cette opinion. Elles sont mises en danger par ce ravalement au statut d'objet dont elles sont victimes. « [Les clients] ne se rendent pas compte qu'on est humaines. Des femmes comme les autres. Comme celles qu'ils ont à la maison », expose l'une d'elles.

Nous n'avons pas vu le film Jeune et Jolie, dont l'héroïne est une adolescente de 17 ans. Nous regrettons que sa promotion débute par quelques déclarations à l'emporte-pièce. Toutes les femmes sont lésées lorsque qu'une personne bénéficiant d'un fort rayonnement médiatique, comme le cinéaste François Ozon, l'emploie à les dénigrer et les mépriser, par exemple en affirmant qu'elles recherchent la passivité ou d'être payée pour « coucher ». Les "clients" de la prostitution, quant eux, boivent du petit lait : puisqu'on vous dit que toutes les femmes rêvent d'être prostituées ! Et pour les jeunes, garçons et les filles que nous rencontrons en prévention, c'est un discours banalisant la violence qui vient s'ajouter à un corpus déjà bien fourni.

Heureusement, une autre musique commence à se faire entendre. Voici une véritable "provocation iconoclaste", progressiste celle-là : ces femmes, que certains veulent faire passer pour des objets contents de l'être, parlent et mettent les clichés à la renverse. Un antidote à faire circuler d'urgence !

*Laurence, Rosen, Nathalie... des survivantes de la prostitution prennent la parole : <http://abolition13avril.wordpress.com/les-videos-des-interventions-et-de-la-manifestation/>*

## 7 - La prostitution, un "fantasme féminin" pour Ozon : les chiffres prouvent le contraire - Muriel Salmona - Psychiatre

Quand François Ozon a déclaré que "la prostitution est un fantasme commun à de nombreuses femmes" et que "le fait d'être payé pour coucher est quelque chose qui est assez évident dans la sexualité féminine", il a suscité la colère de plusieurs élues socialistes. La psychiatre Muriel Salmona rappelle que ces propos, en plus d'être sexistes, sont scientifiquement infondés. Si François Ozon n'a aucune légitimité pour parler au nom des femmes (ou de seulement certaines femmes, comme il l'a précisé ensuite en s'excusant), de leur sexualité, de leurs fantasmes, et de ce qu'est la réalité de la prostitution, si ses propos sexistes caricaturaux sont consternants et scandaleux, il n'est, avec son film et ses propos, qu'un des nombreux vecteurs de stéréotypes affligeants sur la sexualité des femmes et - en miroir - sur celles des hommes. Le cinéma, la littérature, les médias, la publicité regorgent de ces stéréotypes sexistes, et la pornographie en fait son fonds de commerce.

Selon ces stéréotypes, sexualité et violence sont confondues, de même que désir et addiction au stress. Une femme pourrait fantasmer, aimer, être excitée et jouir d'être chosifiée, soumise, humiliée, violente, forcée, prostituée. La prostitution pourrait même être un lieu de découverte de la sexualité, comme pour cette adolescente de 17 ans (!) du film d'Ozon "Jeune et jolie".

*Comme si la sexualité était une zone de non-droit*

Il serait peut-être temps de dénoncer l'incohérence et la mystifications de représentations de la sexualité qui se basent sur des comportements qui, en-dehors du terrain strict de la sexualité, seraient clairement qualifiés de violences, d'atteintes à l'intégrité physique et psychique, d'atteinte à la dignité. Comme si la sexualité, de par sa nature, était violente et pouvait être de ce fait une zone de non-droit, au détriment essentiellement des femmes.

Doit-on rappeler que le recours à la prostitution de mineurs est interdit et pénalisé de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende, et que le délit est constitué même s'il n'y a pas eu d'atteintes sexuelles (c'est l'intention qui compte) ? Que, de plus, "tout mineur qui se livre à la prostitution, même occasionnellement, est réputé en danger et relève de la protection du juge des enfants au titre de la procédure d'assistance éducative", et doit être protégé ?

Que la prostitution est reconnue comme une violence et une atteinte à la dignité des femmes par

l'ONU et l'Europe ? Que, selon de nombreuses études internationales, 60 à 90 % des femmes prostituées ont subi des violences sexuelles avant l'entrée en situation prostitutionnelle, essentiellement en tant qu'enfant ? Que l'âge moyen d'entrée en situation prostitutionnelle est autour de 14 ans ? Que la violence pendant la période prostitutionnelle est omniprésente et surtout le fait des clients (71 % des personnes prostituées ont subi des violences physiques avec dommages corporels [clients, proxénètes], 63 % ont subis des viols, 64 % ont été menacées avec des armes, 89 % veulent sortir de la prostitution, cf. Melissa Farley, "Prostitution, trafficking and traumatic stress", 2003) ?

#### *Mémoire traumatique des agressions*

Ces chiffres impressionnantes montrent que l'entrée en situation prostitutionnelle est une conséquence fréquente de violences subies dans l'enfance, particulièrement de violences sexuelles. Ces violences, très souvent non identifiées (avec des victimes qui sont abandonnées à leur sort, sans protection ni prise en charge, aux prises avec une loi du silence), sont à l'origine :

- d'atteinte à leur dignité (le ou les agresseurs leur signifiant que leur corps ne leur appartient pas, qu'ils ont le pouvoir de les nier, et de les réduire à des objets sexuels que l'on peut torturer pour son plaisir),
- de fugues et de départ précoces pour fuir le milieu familial maltraitant (situations à risque et de précarité qui les mettront en danger),
- d'importants troubles psychotraumatiques, avec une dissociation de survie qui les déconnecte de leurs corps et de leur vraie personnalité et une mémoire traumatique des violences qui va les coloniser ensuite, transformant leur vie en enfer en leur faisant revivre les terreurs et les souffrances des agressions sexuelles, les mises en scène pornographiques de/des agresseur(s), leurs propos orduriers et dégradants, ainsi que leur état d'excitation et de jouissance perverse.

Et cette mémoire traumatique fera que, au moindre lien rappelant les violences ou lors de stress importants, leur champ psychique sera envahi par des scènes de violences sexuelles, par les phrases prononcées par les agresseurs ("tu n'es qu'une salope, qu'une putain", "tu n'es bonne qu'à ça", "tu aimes ça"), par les comportements méprisants et humiliants des agresseurs, etc. Cette colonisation par les violences et les agresseurs les rend vulnérables. Elle peut leur faire croire qu'elles ne valent rien et qu'elles "ne méritent que ça", qu'elles sont "coupables et doivent être punies", qu'elles peuvent supporter l'insupportable, voire même "aimer" être dégradées sexuellement, "en jouir", ce qui est faux, bien sûr, et créé de toute pièce par les agresseurs et par la mémoire traumatique des agressions. Les scénarios, l'excitation, la jouissance qui les colonisent ne sont pas les leurs, mais ceux des agresseurs.

Les réminiscences de violences sexuelles peuvent être prises pour des "fantasmes" de viols, les réminiscences de propos les traitant de "putain" et celles de violences sexuelles par plusieurs agresseurs peuvent être prises pour des "fantasmes" de prostitution. Alors que ce ne sont pas des productions de leur imagination, mais des intrusions provenant des violences qui contaminent leur sexualité et qui les remplissent de doute sur elles-mêmes.

On le voit : la violence sexuelle, du fait des traumas qu'elle génère, a un pouvoir de colonisation et de distorsion très important sur la sexualité et l'image que se font les femmes d'elles-mêmes, de leur désir et de leur corps.

*Représentations sexuelles aliénantes* : Or, on sait que 20 % des femmes ont été victimes d'agressions sexuelles dans l'enfance, que 60 % des 16 % de femmes qui ont subi des viols ou des tentatives de viols l'ont été en tant que mineures. Selon l'enquête CSVF 2007, 64 % des adolescentes ont subi du harcèlement sexuel dans l'espace public et 15 % dans le cadre scolaire, universitaire ou du travail, dans l'année qui précède (cf. les chiffres).

NOMBREUSES sont donc les femmes qui, ayant subi des violences sexuelles, se retrouvent à devoir composer avec une sexualité gravement traumatisée et infectée de symptômes psychotraumatiques

non identifiés comme tels. Comme elles se retrouvent seules face à cette sexualité traumatisée, sans aucun outil pour la comprendre, pour la relier aux violences subies dans le passé et pour séparer ce qui est sain de ce qui est "infecté" par les violences et leurs conséquences psychotraumatiques, elles n'auront d'autre possibilité que de l'intégrer telle quelle ou de la rejeter en bloc.

Elles se retrouvent seules aussi face à une société baignant dans le déni, qui non seulement ne leur fournit aucun repère pour s'y retrouver mais qui les enfonce encore plus dans des représentations sexuelles aliénantes. Celles qui n'ont pas subi de violences, et ceux qui n'en ont pas exercé, sont contaminés par cette vision pornographique de la sexualité, qui devient, de façon ubiquitaire, un domaine saturé de violence. Car la société relaye sans cesse des stéréotypes mystificateurs sur la prétendue sexualité féminine alors que ces stéréotypes sont construits à partir de symptômes psychotraumatiques : la vierge, la frigide, la femme passive, la nymphomane, la fille facile, la bombe sexuelle, la traînée, la salope, la prostituée, etc.

Et tous ceux qui ne veulent pas renoncer à une rencontre véritable et à l'amour, et heureusement ils sont nombreux, doivent se battre pour sortir de ces schémas réducteurs et emprisonnants. Les femmes et aussi les hommes pourraient y gagner beaucoup, en récupérant une sexualité non traumatisée, enfin libre, avec un plein accès à leur désir et à leur plaisir.

*Confusion entre sexualité et violence* : En fait, on considère très habituellement comme des comportements sexuels féminins "naturels" les effets de violences, de stéréotypes et d'une discrimination sexiste qui sont imposés aux femmes. Depuis l'enfance, elles sont souvent soumises, dominées, chosifiées, humiliées, harcelées, agressées, leur sexualité est contrôlée, on leur rappelle que leur corps ne leur appartient pas, qu'il peut-être morcelé, exposé, exhibé, monnayé, forcé. On va décrire leur sexualité traumatisée par les violences comme étant une sexualité normale. En parallèle, la sexualité non traumatisée des femmes, une sexualité épanouissante, active, cohérente avec sa personnalité, ses désirs et ses attentes est très peu représentée ou diffusée, et elle est souvent considérée comme hors du commun.

La sexualité est un domaine de l'activité humaine saturé de violences, violences qui sont tolérées, voire valorisées. Les stéréotypes sexistes, la domination masculine et les idées fausses concernent également la sexualité masculine, et permettent une équivalence entre sexualité et conduite agressive "légale". Ils amènent à tolérer la prostitution, la pornographie et les conduites sexuelles violentes entre adultes dits "consentants".

Cette confusion entre sexualité et violence est entretenue par l'utilisation d'un vocabulaire et d'un discours dégradants sur la sexualité : la majorité des injures sont à connotation sexuelle, les blagues, les sous-entendus, les remarques "graveleuses" abondent, tandis que le champ lexical de la sexualité est souvent guerrier et criminel ou bien faisant référence à la chasse. Elle permet de véhiculer une image dégradée de la femme, réduite et morcelée en tant qu'objet sexuel. Elle crée aussi une vision prédatrice et pulsionnelle de la sexualité masculine, avec des rôles caricaturaux distribués aux hommes et aux femmes.

Cette représentation de la sexualité, à laquelle presque tout le monde adhère par conformisme, infecte les relations homme-femme et les relations amoureuses. Elle dégrade les femmes et banalise de nombreuses violences sexuelles, ce qui permet à Monsieur Ozon de plaquer ses idées comme il l'a fait lors du festival de Cannes, contribuant à empêcher les femmes et les hommes eux-mêmes d'accéder à une sexualité épanouissante.

## **8 - Osez Le féminisme fait campagne pour qu'il soit enfin possible d'être femme et maire !**

Alors que la désignation des candidat-e-s aux élections municipales de 2014 bat son plein, Osez le Féminisme ! lance une campagne à l'adresse des partis politiques pour dénoncer l'immobilisme de la parité dans les exécutifs locaux.

En 2014, les femmes fêteront 70 ans de droit de vote et d'éligibilité. Mais aujourd'hui, dans 86.2% des communes, la seule femme qui trône dans le bureau du maire, c'est Marianne.

Le mode de scrutin des municipales, liste paritaire avec alternance stricte femme-homme, élargi récemment aux communes de plus de 1000 habitant-e-s, devrait être le mieux à même de favoriser l'égal accès aux fonctions électives. Mais le résultat est décevant. Les conseillères municipales sont souvent écartées du pouvoir exécutif et reléguées aux commissions genrées type « petite enfance ».

Nous demandons à tous les partis politiques de prendre à bras le corps la problématique de l'absence des femmes en tête de liste aux municipales. La loi ne pourra l'imposer, c'est pourquoi nous leur lançons un appel : il leur appartient de montrer leur attachement à l'égalité femmes-hommes et de donner l'exemple, en s'appropriant cette exigence démocratique qu'est la parité. Nous demandons également à François Hollande de respecter son engagement en faveur du non cumul des mandats entre un exécutif local et un mandat national. Le non cumul permettra de libérer des sièges de maires pour de nouvelles personnes, parmi lesquelles, nous l'espérons, des femmes.

Osez le féminisme ! publie aujourd'hui une carte inédite sur la parité au niveau local, résultat d'un recensement des résultats des municipales de 2008 : seuls 2 départements dépassent 20 % de maires femmes, aucun plus de 30 % et seules 6 maires des 38 communes de plus de 100.000 habitants sont des femmes. Tous les résultats sont disponibles sur [www.paritemaintenant.fr](http://www.paritemaintenant.fr), site dédié à la campagne militante lancée demain. Des visuels à partager sur les réseaux sociaux seront disponibles sur le site de la campagne.

Osez le féminisme ! est à l'initiative d'une tribune qui sera publiée demain dans Libération. Nous appelons également, via le site, à envoyer un courrier aux principaux partis politiques afin qu'ils réaffirment leur volonté de participer à une nouvelle ère de la parité.

## 9 - Antigones: ces anti-Femen, contre le mariage gay et la théorie du genre - Le HuffPost - Geoffroy Clavel

C'est le dernier épiphénomène né dans le sillage de la Manif pour tous. Drapées de leurs robes blanches, les "Antigones" s'assument en rassemblement "féminin", apolitique et résolument contre l'agit-prop radicale des Femen. "La femme a sa dignité, celle-ci ne passe pas par l'exhibitionnisme et l'hystérie", [clament-ces jeunes filles sur leur site internet](#). Et d'ajouter: "loin de toute considération politique ou confessionnelle, nous revendiquons notre droit élémentaire et notre devoir fondamental à être des femmes à part entière".

Principal fait d'arme de ces chastes amazones: prendre d'assaut (en vain) le QG parisien des militantes Femen samedi dernier; puis avoir infiltré l'organisation pour en dénoncer les "méthodes totalitaires et manipulatrices".

A l'origine de ce coup d'éclat, Iseul, 21 ans, s'en prend aux "méthodes" des Femen, accusées d'utiliser leur corps comme un outil de marketing féministe. "Une grosse connerie dégradante", lâche-t-elle, non sans partager certaines des idées défendues par les "sextrémistes".

Simple désaccord ou vraie rivalité? Les Antigones réclament l'expulsion des deux responsables ukrainiennes des Femen installées en France, l'arrêt des éventuelles subventions à leur mouvement et la fin de l'immunité pour leurs actions.

*Contre la loi Taubira, contre la théorie du genre* : Mais si les méthodes des Femen sont critiquées bien au-delà des cercles catholiques, on ne sait pas grand chose non plus de ces mystérieuses Antigones qui prônent "la légitimité de la loi naturelle" en semblant surfer sur la fronde des chrétiens anti-mariage gay. "Les Antigones, c'est parler de la place de la femme en général dans la société", tente d'expliquer Iseul, qui assure que le mouvement a germé bien avant la montée en puissance de la Manif pour tous. Ce qui n'empêche pas les Antigones de partager plusieurs des mots d'ordres des anciens amis de Frigide Barjot. "A titre personnel", Iseul est contre la loi Taubira "qui

présente de nombreuses lacunes" et contre la théorie du genre, "une aberration qui considère qu'on peut naviguer entre deux identités sexuelles". Soit la copie conforme des slogans prononcés la veille sur le parcours de la Manif pour tous.

Selon Iseul, qui n'est pas porte-parole du mouvement, ces positions sont très largement partagées par les Antigones. Venues de "tous les horizons politiques", celles-ci refusent néanmoins tout rattachement partisan et excluent toute affiliation avec la mouvance catholique et nationaliste.

Pourtant, là encore, les méthodes sont similaires. En avril dernier, le Renouveau français, groupuscule "d'inspiration contre-révolutionnaire et catholique", ouvrait la voie aux Antigones en s'invitant dans les locaux des Femen. Leur slogan: "Fem-haines non, femmes oui". Qui se ressemble s'assemble?

Pour voir les vidéos : [http://www.huffingtonpost.fr/2013/05/27/antigones-ces-anti-femen-contre-mariage-gay-theorie-du-genre\\_n\\_3342668.html?utm\\_hp\\_ref=france](http://www.huffingtonpost.fr/2013/05/27/antigones-ces-anti-femen-contre-mariage-gay-theorie-du-genre_n_3342668.html?utm_hp_ref=france)

## 10 - Polanski, Cannes, les femmes, la pilule, le romantisme et pffff... - Marie Donzel

Oui, s'il y tient vraiment, Thierry Frémeaux peut continuer à être dans le déni...

... Sur l'insuffisante représentation des films de femmes dans la sélection du Festival de Cannes. (C'est pas sa faute, c'est une "alchimie" tellement spéciale, LA sélection, l'unique, la vraie, celle qui distingue les vrais créateurs puissants des pissoeuses qui font joujou avec la caméra)

... Sur les livraisons de call-girls destinées à divertir les festivaliers durant la quinzaine. (C'est pas sa faute non plus, si tous ces gens très tendus toute l'année ont des besoins avec un grand B à satisfaire et que la fête appelle le sexe, comme le vin la cigarette ; et le fric les relations tarifées avec celles qu'on nomme "call-girls" parce que ça fait plus Croisette que "prostituées")

... Et sur l'avalanche d'âneries sexistes que les géééénies du cinéma, drapés dans leur splendide liberté d'artiste déclarent à la presse pour légitimer le propos de leur film. (C'est pas sa faute si les temps sont durs pour le 7<sup>e</sup> art et que les aspirants palmés sont prêts à raconter n'importe quoi pour se faire remarquer)

Car c'est ainsi, après le "fantasme de prostitution" d'Ozon, nous avons désormais droit à la mélancolie d'un Polanski que la fin d'un monde "romantique" où la pilule n'avait pas encore "masculinisé les femmes" fait amèrement pleurer.

*Au bon temps des Rosemary* : Il a raison, le vieux Roman. Le monde était tellement plus "romantique" quand les femmes flippaient 21 jours par mois à l'idée de porter un enfant qu'elles n'avaient pas désiré. C'était tellement plus "romantique" quand elles étaient si paniquées par une grossesse non désirée qu'elles en avaient de folles et meurtrières visions, telle une fascinante et inquiétante Rosemary, interprétée par Mia Farrow dans un film de Polanski datant précisément de l'année où la contraception a été légalisée en France.

C'est sûr, ça en faisait des histoires édifiantes à raconter, du vrai pain bénit pour un scénariste que cette cohorte de mères involontaires éventuellement abandonnées par des géniteurs superbement lâches, montrées du doigt par les sociétés bien-pensantes (que le film critiquerait, bien entendu) et promises à un destin fracturé qu'elles auraient ou non, selon le bon vouloir du créateur, la force de contrarier. C'est con quand même, à présent que les femmes se sont libérées de la peur et de l'obligation d'élever des enfants non voulus, il faut se creuser la tête pour trouver des idées d'histoires à raconter. Quel boulot !

C'est chiant, non, une histoire de femme libre ? : Nos amis cinéastes pourraient bien, comme par exemple Stephen Daldry avec *The Hours*, raconter des histoires de femmes libres. Mais c'est chiant, non, une histoire de femme libre ? Qui a envie de regarder pendant deux heures une femme qui fait ce qu'elle veut de sa vie, qui s'éclate au pieu (et ailleurs) sans se sentir obligée de plaire aux hommes ou de satisfaire leurs fantasmes à eux, qui ne se sent pas spécialement devenir (enfin) femme en devenant mère, qui a envie de conquérir le monde (et le pouvoir, à l'occasion), de vivre

l'aventure, d'être l'héroïne et non le prétexte à l'intrigue romantique qui pimente (ou retarde) la captivante expédition du héros. D'une femme qui, effectivement, n'en déplaise à Polanski, veut la même liberté que les hommes, avec les mêmes ambiguïtés, sans s'inquiéter de sa féminité ni s'obliger à susciter le désir des hommes sans imagination que les clichés font bander.

*Que va devenir le cinéma si les femmes n'aspirent plus seulement à tomber amoureuses et enceintes ?* Une femme qu'il va donc falloir apprendre à raconter et à montrer, autrement que dans une lippe sensuelle, une mèche de cheveux qui tombe sur un visage lisse, une larme qui roule, un regard juvénile, une nuque de danseuse, un déhanchement sur talons aiguille, une voix hésitante brisée par l'émotion... Une femme qui n'a pas pour unique projet de vie de tomber amoureuse puis enceinte. Une femme qui se choisit.

Ben oui, mon ami Polanski, ça demande un peu de boulot. Un peu d'observation de ce que sont les femmes aujourd'hui. Un peu de recul pour voir qu'elles sont passionnantes et belles, même si elles ne sont plus ce qu'on attend(ait) d'elles. Un peu de réflexion pour porter les messages de notre temps. Un peu d'inspiration aussi, pour bâtir des univers nouveaux. Quelques qualités que je me pensais en droit d'attendre d'un artiiiiiiiste.

*Quand le monde n'est plus inspirant, c'est qu'il est peut-être temps de raccrocher les gants... :* Mais j'ai pu me tromper. Ou alors, il est peut-être temps, quand on a plus rien à raconter et que le monde qui nous entoure ne nous apporte aucune nouvelle idée, de raccrocher les gants. Vous pouvez donc prendre votre retraite, M. Polanski, la relève est assurée, de nouvelles générations de réalisateurs qui ne vivent pas dans les fantasmes du passé, ont plein de choses belles et intéressantes à raconter sur les femmes et sur le reste. Et parmi eux, il y a même d'excellentes réalisatrices.

## COLLOQUES, RÉUNIONS, DÉBATS, RENCONTRES...

### 11 - « Les droits des femmes en contexte de mutation : défis, menaces, résistances, face aux intégrismes religieux » - 5 juin

Danielle Bousquet, Présidente de l'Assemblée des Femmes nationale, Nathalie Pilhes, Présidente de l'Assemblée des femmes-Paris-Ile de France et Fatima Lalem, Adjointe au maire de Paris chargée de l'égalité femmes/hommes, Conseillère de Paris, ont le plaisir de vous convier, mercredi 5 juin 2013 à un débat : « Les droits des femmes en contexte de mutation : défis, menaces, résistances, face aux intégrismes religieux », en présence de

- Alya Cherif Chammari - Avocate tunisienne, Référente "genre" du comité exécutif du Réseau Euroméditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH)
- Shoukria Haïdar, Présidente de NEGAR-Soutien aux femmes d'Afghanistan ;
- Josée Pepin, Responsable du Collectif IVG de l'Hôpital Tenon

*Salle des conférences de la Ville de Paris, Entrée par le 5 rue Lobau, de 18h30 à 21 heures Se munir de papiers d'identité et de l'invitation. S'inscrire avant le 3 juin auprès de [assembleedesfemmes@gmail.com](mailto:assembleedesfemmes@gmail.com)*

### 12 - « Quarante ans de recherche sur les femmes, le sexe et le genre » - Liliane Kandel - 8 juin - Paris

L'Institut Émilie du Châtelet a le plaisir de vous inviter à la prochaine séance de son cycle de conférences, « Quarante ans de recherche sur les femmes, le sexe et le genre » avec Liliane Kandel. Liliane Kandel : Sociologue et essayiste, professeure à l'Université de Versailles-Saint-Quentin en Yvelines, retracera son parcours de recherche en l'éclairant d'analyses de son champ scientifique.

*Samedi 8 juin 2013, de 14h à 16h, Campus des Cordeliers, amphi Bilski-Pasquier, 21 rue de l'École*

de Médecine 75005 Paris. Métro : Odéon. Entrée libre dans la limite des places disponibles.

### 13 - Conférence-débat : Corps sexués et handicaps - FDFA - Paris - 22 juin

« La négation du sujet sexuel se traduit par la négation du sujet citoyen. » Djemila Benhabib ; L'association Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir - FDFA se propose de reformuler la question de la vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap en abordant ce qui lui semble fondamental : la notion de corps sexué et en particulier de corps sexués handicapés.

La reconnaissance du corps handicapé comme corps sexué et de la personne en situation de handicap comme individu à part entière, légitime dans son envie de rencontres affectives et sexuelles et porteur de désirs, est très récente.

La vie sexuelle des personnes handicapées est restée dans l'obscurité pendant de nombreuses années. Les personnes handicapées n'étaient pas considérées comme des personnes sexuées mais plutôt comme des objets dont la monstruosité, la laideur, la cécité provoquaient le rejet et l'exclusion.

Corps « biologique », corps « socialement construit », corps sexué, corps sexuel, corps genré : les approches du corps apparaissent en pleine évolution conceptuelle. Parler de corps sexué, c'est se reporter à une norme (génétique et/ou sociale), celle définissant le féminin et le masculin.

Il est temps aujourd'hui de « regarder » les personnes handicapées et plus particulièrement les femmes comme des êtres sexués, désirant-es, capables d'enfanter et d'éduquer leurs enfants. Chaque handicap doit être considéré de manière particulière.

Par cette conférence-débat, Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir - FDFA veut s'attacher à questionner, à réfléchir sur la vie sexuelle et affective des personnes handicapées.

La décision du Conseil Consultatif National d'Éthique relative à l'assistance sexuelle a statué que : « On ne peut évacuer la difficile question de l'instrumentalisation, même consentie, rémunérée ou compassionnelle du corps d'une personne pour la satisfaction personnelle d'une autre. Il ne peut être considéré comme éthique qu'une société instaure volontairement des situations de sujétion même pour compenser des souffrances réelles. Le CCNE considère qu'il n'est pas possible de faire de l'aide sexuelle une situation professionnelle comme les autres en raison du principe de non utilisation marchande du corps humain.

Si la sexualité peut être source de plaisir, elle peut être aussi le champ de toutes les violences y compris lorsqu'elle ne peut se vivre. Force est de constater qu'il n'y a pas une norme qui serait celle de l'harmonie et de l'équilibre, mais une réalité plurielle dont nous devons prendre conscience, plus ou moins brutalement, plus ou moins crûment. La complexité de ce qui y est mis en jeu nous oblige à entendre les questions dérangeantes sur la dignité, la vulnérabilité, et les limites de ce qui est éthiquement acceptable.

En conséquence en matière de sexualité des personnes handicapées, le CCNE ne peut discerner quelque devoir et obligation de la part de la collectivité ou des individus en dehors de la facilitation des rencontres et de la vie sociale, facilitation bien détaillée dans la Loi qui s'applique à tous. Il semble difficile d'admettre que l'aide sexuelle relève d'un droit-créance assuré comme une obligation de la part de la société et qu'elle dépende d'autres initiatives qu'individuelles. »

#### PROGRAMME PROVISOIRE

8H30 : Accueil des participant-e-s

9h00 : Ouverture de la journée par Maudy Piot, présidente de FDFA, Michèle Blumenthal, Maire du 12<sup>ème</sup> arrondissement, Pénélope Komitès, adjointe au Maire du 12<sup>ème</sup> arrondissement en charge des affaires sociales, de la santé, de la solidarité et des personnes en situations de handicap et Ernestine Ronai, marraine de la journée.

9h30 : Sketch humoristique de Typhaine Duch, auteure et comédienne militante féministe

10h00 - 11h15 : Table ronde « (Ré)inventer son corps » avec Pierre Ancet, philosophe ; Danièle

Brun, psychanalyste : « L'inquiétante étrangeté du corps » ; Philippe Denormandie, chirurgien orthopédiste ; Animation : Alain Piot, sociologue ; Discussions avec la salle

11h15 - 11h30 : pause

11h30 - 12h30 : Table ronde « Dialogues du corps » - Animation : Claudine Legardinier, journaliste avec Martine Costes, sexologue ; Nathalie Dagnet, association L'APLAJH de Nathalie ; Martine Brochen ; Francelyne Delyon ; Rémi Gendarme ; Nadja Eyraud...

Déjeuner libre

14h00 : « Avec la langue » Spectacle bilingue français/LSF avec Isabelle Voizeux et Virginie Barreteau

14h45 - 16h00 : Ateliers de discussion animés par les intervenant-e-s du matin. Atelier 1 : « Corps, jeu du désir » ; Atelier 2 : « Corps, expérience des professionnels et des personnes handicapées » ; Atelier 3 : « Handicap, sexualité et déontologie » ; Atelier 4 : « Préjugés et sexualité »

*Ce programme est donné à titre indicatif et sous réserve d'accord des intervenant-es.*

*Accessibilité totale des débats, Salle accessible aux personnes à mobilité réduite.*

*Entrée gratuite sous réserve d'inscription préalable. Participation aux frais laissée à discrédition.*

*Mairie du 12<sup>ème</sup> arrondissement - 130, avenue Daumesnil - 75012 PARIS, M<sup>°</sup> Dugommier (ligne 6) ou Montgallet (Ligne 8) - Bus 29 et 87*

*Comment s'inscrire ? Pour accéder au formulaire : cliquez ici :*

[https://docs.google.com/forms/d/1eMSas29LV8\\_IZfsRldvQGG\\_2ZUyDVWeaKYXM7tSYNiY/viewform?pli=1](https://docs.google.com/forms/d/1eMSas29LV8_IZfsRldvQGG_2ZUyDVWeaKYXM7tSYNiY/viewform?pli=1)

#### **14 - Colloque Européen : Accompagnement des personnes en situation de prostitution : comprendre et agir - 25 juin - Paris - Mouvement du Nid**

8h30 : accueil et café ;

9h30 : Introduction par Geneviève Duché, présidente de l'Amicale du Nid et Lars Bäck, président de Baltic Fem Suède ;

9h45 : Danielle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'Egalité Femmes-Hommes, sous réserve ;

10h : André Compte-Sponville, philosophe, membre du Comité Consultatif National d'Ethique (CNE) ;

11h : « Comprendre et agir : présentation des modules de formation » par l'Amicale du Nid ;

12h : « Les jeunes et la prostitution, Louis Gallois, Président de la FNARS et la direction générale de la Cohésion sociale, sous réserve ;

12h30 - 13h30 : Déjeuner ;

13h30 : Thérèse Melberg ; Killfragor.se et Frihet Fran Vald - Suède : « Lien par tchat internet e prévention des violences de genre » ;

14h30 : Association Patronato San Vincenzo - Italie : « L'accompagnement des jeunes vers l'insertion socio-professionnelle » ;

15h30 : Présentation du « Protocole d'accueil et d'accompagnement des jeunes de 16 à 22 ans par l'Amicale du Nid

16h30 : Conclusion

*Lieu : Eurosites La Chapelle, Paris 18<sup>ème</sup>, 69ter rue de la Chapelle, métro Porte de la Chapelle*

*Limité à 150 places, confirmez votre présence à : contact@adn-asso.org*

#### **RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES...**

#### **15 - Radio Femmes Libre : Programme de juin**

- 5 juin : Les jeunes de la Marche Mondiale des Femmes : les attaques contre le droit à l'avortement en Europe ;

- 12 juin : Hélène Ventoura pour son spectacle "Tout un monde" au Limonaire à Paris ;

une histoire de Cendrillon revue et corrigée ;

- 19 juin : Muriel Salmona pour *Le livre noir des violences sexuelles* , Ed. Dunod

*Vous pouvez écouter et ou télécharger l'émission pendant 1 semaine sur : <http://rl.federation-anarchiste.org/> et téléphoner pendant l'émission au 01 43 71 89 40*

## 16 - Des rencontres autour de livres à la Librairie Violette and Co

*Livre : « La maison du Bosphore »* - Rencontre avec Pinar Selek- Paris - 14 juin

A Istanbul, quatre jeunes épris de liberté cherchent leur place dans une société figée depuis le coup d'État de 1980. La condition des femmes et des minorités, les conventions sociales, l'oppression politique : tout leur pèse. Quatre parcours, mais une même devise : *il nous reste un demi-espoir...* Premier roman de P. Selek, sociologue, militante féministe et pacifique turque, exilée en France après avoir été accusée à tort de terrorisme et subi un imbroglio juridique qui l'a condamnée en janvier dernier lors d'un procès inique. P. Selek a publié un court récit, *Loin de chez moi... mais jusqu'où ?* (iXe) précédé d'une préface de son collectif de solidarité, et des contes et essais (non traduits).

*Livre : « Au bazar du genre : féminin et masculin en Méditerranée »* (Textuel) - Rencontre avec Michelle Perrot, Florence Rochefort et Michel Bozon - Paris - 19 juin

Cet ouvrage interroge les multiples façons d'être homme ou femme dans l'espace méditerranéen et redessine les contours d'un ordre des sexes bouleversé : mutations démographiques et maîtrise de la fécondité, revendications des femmes et des minorités sexuelles, rites, normes et nouveaux modèles, représentations culturelles... Chaque chapitre est nourri de textes, de documents et de nombreuses reproductions (affiches, photos, œuvres d'art...). Décrivant le foisonnement représentatif de la variété des interprétations d'une évolution sociétale, ce livre accompagne une exposition du MuCEM à Marseille sur l'évolution de la place du féminin/masculin dans nos sociétés. M. Perrot et F. Rochefort sont historiennes. M. Bozon est sociologue.

*Livre : « Les célibataires, des femmes singulières »* - Rencontre avec Geneviève Guipain - Paris - 26 juin

Invisibles sur la scène sociale et historique, alors qu'elles se sont souvent exprimées par leurs journaux intimes, leurs fictions ou essais philosophiques et féministes, les femmes célibataires sont d'excellentes observatrices de la scène sociale et du jeu des rapports de sexe. L'auteure présente quelques figures de femmes, du XVII<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle, et invite à écouter les propos étrangement familiers et actuels qu'elles nous adressent : récits alertes et analyses lucides du fonctionnement d'une société patriarcale qui surveille les aspirations et les comportements jugés hors normes. G. Guipain est professeure de philosophie et titulaire d'un DEA d'études féministes. *Toutes ces rencontres ont lieu à 19h à la Librairie Violette and Co, 102 rue de Charonne, 75011 Paris, M<sup>°</sup> Charonne ou Faidherbe-Chaligny. Bus 46, 56, 76, 86. tél : 01 43 72 16 07*